

Note sur les orientations budgétaires

Budget initial 2018

Le budget initial 2018 soumis à l'approbation du Conseil d'administration s'appuie sur une situation financière saine qui nous autorise des marges de manœuvre à condition de conserver un pilotage rigoureux (I). Il est le fruit d'un long travail de construction avec l'ensemble des services, composantes et laboratoires (II) et doit permettre de mettre en œuvre une politique ambitieuse pour notre établissement (III).

I. Une situation financière saine

La situation financière de l'établissement est aujourd'hui saine. En effet, les deux précédents exercices budgétaires se sont soldés par un excédent important, et l'exercice 2017 devrait également rester largement positif, au-delà même de ce que prévoyait le projet de budget initial.

Des marges de manœuvre existent donc sur le fonctionnement et la masse salariale mais doivent être maniées avec précaution car elles ne se renouvelleront pas et l'équilibre financier des établissements d'enseignement supérieur reste précaire, compte-tenu de l'extrême rigidité des recettes et des dépenses ainsi que de notre dépendance aux décisions gouvernementales, dont l'impact n'est pas toujours compensé.

Par ailleurs, le niveau très important de notre fonds de roulement nous autorise à mener une politique d'investissement ambitieuse, qui doit permettre de compenser le sous-investissement dont a beaucoup souffert notre établissement, notamment dans les domaines du patrimoine et des systèmes d'information.

Le projet de budget 2018 reflète donc une ambition forte pour notre établissement mais il est construit avec prudence afin de préserver notre capacité future à mener à bien nos missions dans un contexte évolutif et incertain. Le financement de l'ensemble des projets est notamment prévu en année pleine, même si l'impact sur 2018 des décisions prises est souvent plus faible (exemple de la campagne d'emplois avec des recrutements à compter de septembre 2018).

II. Le fruit d'un dialogue avec l'ensemble des composantes, laboratoires et services

Conformément à la décision du Conseil d'administration au mois de juin, le calendrier d'élaboration du budget a évolué par rapport aux années antérieures. Les dialogues de gestion, habituellement conduits avant la pause estivale, l'ont cette année été à la rentrée. Cela a renforcé la qualité de ces échanges, qui avaient pu être mieux préparés en juin-juillet, et a permis de proposer des arbitrages mieux informés et plus cohérents.

La nouvelle logique de construction du budget, initiée pour le budget initial de 2017, a été poursuivie. Il s'agit de prendre en considération l'expression des besoins des composantes et des services communs et leur estimation des recettes d'activité sans imposer un équilibre au niveau de chaque structure budgétaire. Le modèle d'allocation des moyens fait ainsi jouer un mécanisme de solidarité

au sein de l'ensemble de l'université tout en respectant l'équilibre budgétaire global. L'équilibre ne s'apprécie plus au niveau de chaque structure budgétaire, mais se fait au niveau de l'établissement. Selon ce principe, le différentiel entre les besoins pédagogiques (dits « moyens pédagogiques ») des composantes et le potentiel utile constitue un volume d'heures complémentaires financé au niveau central. La notification d'un volume horaire au lieu d'une valorisation de ces heures au coût titulaire signifie que l'établissement prend en charge l'effet prix lié au recrutement des vacataires au lieu de le faire supporter sur le budget des composantes, qui étaient auparavant d'autant plus pénalisées qu'elles étaient sous-encadrées. La conduite des dialogues de gestion a invité les composantes et les services communs à circonscrire leur budget de fonctionnement à leurs besoins réels, en évitant les réserves de précaution habituellement aménagées, afin de dégager une marge de manœuvre pour éviter des reversements au fond de roulement en fin d'année et pour financer les projets prioritaires de l'établissement.

III. Une politique ambitieuse pour l'établissement

Le budget 2018 consolide l'effort fait pour la formation et la réussite étudiante :

Si la réorganisation des UE transversales un temps envisagée pour la rentrée 2018 est finalement reportée, la formation initiale va néanmoins continuer à évoluer l'année prochaine. Sous réserve que les crédits annoncés par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation soient en effet débloqués, ce qui n'est pas confirmé à ce jour, nous envisageons en 2018 une légère augmentation de nos capacités d'accueil en L1 afin de mettre en place un accompagnement personnalisé pour deux groupes de 30 étudiant.es qui pourraient, par ce dispositif, effectuer leur licence en 4 ans. Nous prévoyons également de renforcer les liens entre le lycée et l'Université et l'orientation de nos étudiant.es en étoffant l'équipe du SCUIO-IP. Le dispositif de parrainage et l'ouverture d'un 4^{ème} groupe Rebond sont également envisagés.

La réussite étudiante étant également étroitement liée aux conditions de vie de nos étudiant.es, 2018 sera une année charnière dans ce domaine, avec le déploiement en année pleine du nouveau dispositif d'aides sociales individualisées, l'avancement du projet de Centre de santé universitaire et l'adoption d'un nouveau Schéma Directeur du Handicap.

Malgré la baisse des crédits de l'Etat dans le cadre du dispositif Plan Bibliothèques Ouvertes PBO, l'Université continuera de soutenir une ouverture élargie de la Bibliothèque Chevreul en soirée et le dimanche, le bilan de cette première année s'étant révélé extrêmement positif.

L'internationalisation de nos campus et de nos formations sera poursuivie. A titre d'exemples, des cours au semestre seront proposés dès le mois de janvier à nos étudiant.es en mobilité, en complément des formations dans lesquelles ils/elles sont inscrit.es, le programme MINERVE qui fêtera ses 25 ans sera conforté et un fonds d'amorçage des nouveaux projets à l'international sera mis en place.

Enfin, le recrutement récent d'une spécialiste de l'ingénierie de formation continue au sein du Service Commun de la Formation Continue et le lancement imminent d'un audit de l'activité de formation continue au sein de l'établissement doivent permettre d'engager une nouvelle phase de développement de notre offre.

Le budget 2018 permet également de soutenir la recherche et d'accompagner sa valorisation. Ainsi, un nouveau modèle d'allocation des dotations des unités de recherche, fruit d'un travail de co-construction visant à dégager des critères communs et une procédure transparente d'attribution des moyens, est mis en œuvre progressivement à compter de cette année. En complément de ce financement récurrent, le dispositif Subventions aux manifestations scientifiques (SMS) est reconduit. L'appel à projets APIC (Appels à projets interdisciplinaires collaboratifs) vient remplacer l'appel APPI (Appels à projets pluridisciplinaires internes) afin de soutenir des initiatives relevant de la recherche collaborative ou participative avec des partenaires non académiques. Enfin, l'accompagnement au montage de projets sera renforcé dans le cadre du nouveau dispositif Elan.

Des bourses de mobilité doctorale seront proposées, prioritairement aux doctorant.es bénéficiant d'une convention de co-tutelle ou de co-direction internationale. Cette initiative s'inscrit dans la perspective d'internationalisation par ailleurs portée à travers l'encouragement des mobilités des enseignant.es-chercheur.es.

Sous réserve d'une confirmation par le CNRS, qui devrait être imminente, l'ISH devrait devenir au premier janvier une USR avec le label MSH. Jusqu'à présent financée uniquement par le CNRS et Lyon 2, cette structure bénéficiera également de crédits IDEX importants et d'une participation au budget de fonctionnement de nombreux établissements du site Lyon – Saint Etienne, ce qui allégera le poids financier qui pesait sur notre établissement.

Le budget 2018 doit aussi permettre d'améliorer le service aux usager.es. Cela passe par l'amélioration des outils numériques, la rénovation des locaux et le déploiement de travaux pour améliorer la qualité de la vie sur les campus (voir infra). Il s'agit aussi d'engager un effort particulier pour développer les dispositifs d'information et de communication proposés aux usager.es. D'eux dépendent la visibilité, la lisibilité et l'attrait des cursus de formation, l'animation de la vie des campus, la valorisation de la recherche... Les sites internet, qui ne sont plus adaptés aux pratiques numériques des usager.es, seront ainsi renouvelés dans le courant de l'année 2018. Une nouvelle messagerie sera également mise en place pour la rentrée 2018, remplaçant l'actuel BV, ainsi qu'un nouvel outil de suivi des services enseignant.es, permettant une déclaration en ligne simplifiée des heures de cours. Par ailleurs, afin de faciliter la vie quotidienne à l'université et de simplifier les démarches les plus courantes, l'Université recrutera, à titre expérimental dans un premier temps, des appariteur/trices en monitorat étudiant. Leur activité couvrira prioritairement l'intervention immédiate dans les salles pour répondre à des demandes techniques (audiovisuel notamment).

Le budget 2018 engage un programme durable d'amélioration des conditions de travail et d'études grâce à un investissement renforcé dans notre patrimoine et nos systèmes d'information. De façon cohérente, ce sont dans ces deux domaines que les créations de poste ont principalement été proposées. Dès 2018, l'Université va renforcer son effort d'investissement sur les infrastructures numériques :

- Le système téléphonique va être intégralement remplacé pour apporter un confort plus grand pour les personnels et une meilleure qualité d'accueil de nos usager.es.
- Le wifi va être progressivement rénové et amélioré, avec une priorité donnée en 2018 aux bureaux des enseignant.es et aux bâtiments qui font l'objet de travaux dans le cadre du plan campus.
- Le réseau informatique du site Berthelot, hébergeant l'ISH et des laboratoires, sera entièrement rénové entre 2018 et 2020.

- Des crédits nouveaux sont prévus pour renforcer l'équipement audiovisuel dans les salles de cours, avec pour objectif un équipement de toutes les salles à l'horizon 2021.
- L'enveloppe consacrée au renouvellement du parc informatique évolue substantiellement afin de permettre d'améliorer l'équipement informatique des personnels, en particulier des enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es, selon des modalités qui seront définies après débat en Commission numérique.

En parallèle, à partir de 2018, l'Université va massivement investir dans la remise à niveau et le développement de notre patrimoine. Dès cette année :

- Une nouvelle signalétique va être progressivement installée sur nos campus.
- Le plan campus, qui permet la rénovation structurelle du patrimoine du campus des Berges du Rhône, va être complété par un financement pris en charge par l'établissement. Cela concerne d'une part l'affermisssement de tranches conditionnelles pour 4,7 millions d'euros, qui va également permettre de mener une rénovation plus approfondie du bâtiment Gaïa et de la MOM. Cela concerne d'autre part par des travaux de « proximité » (réfection des peintures, sols...), qui n'étaient pas prévus dans le plan campus jusqu'à présent.
- La rénovation des cours intérieures des Quais sera également étudiée, avec comme première priorité la cour du bâtiment Clio. Les façades donnant sur la rue de l'Université seront par ailleurs refaites.
- La transformation du campus Porte des Alpes va s'accélérer. Le projet dit « Learning Centre » va connaître des avancées déterminantes et les travaux devraient débuter dans un an, tandis que les aménagements extérieurs vont se poursuivre (plantation d'arbres et de mobilier urbain préfigurant les futures allées vertes du campus...).
- Enfin, des études vont être menées pour l'amélioration et le développement de nos équipements sportifs.

L'élaboration du Schéma Directeur du numérique (SDN) en 2018 et du Schéma Prévisionnel de la Stratégie Immobilière (SPSI), qui sera soumis au Conseil d'administration au printemps 2018, nous permettra de fixer un cap clair et ambitieux dans ces deux domaines. L'effort entrepris dès cette année sera donc poursuivi et amplifié dans les années à venir.

Dans le domaine des ressources humaines, les orientations budgétaires proposées visent avant tout, dans le prolongement de l'action engagée en 2017, à permettre l'accomplissement de nos missions fondamentales et la réalisation des projets de l'établissement. Ainsi, le niveau d'emplois des enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es est maintenu pour préserver notre capacité de formation et de recherche. Les équipes administratives sont par ailleurs renforcées, dans certains cas grâce à des créations de postes (patrimoine, système d'information, recherche...) mais aussi en poursuivant la déprécarisation, avec l'organisation de très nombreux concours cette année encore (dont 26 dans le cadre du dispositif Sauvadet) et en limitant autant que possible le temps partiel subi. Le budget 2018 intègre également le coût en année pleine des dispositifs mis en place courant 2017, notamment le renforcement de l'action sociale, l'application de nouvelles grilles pour les contractuels et le nouveau régime indemnitaire, qui a représenté une augmentation de leur rémunération pour plus de 85% du personnel BIATSS.

Pour permettre aux personnels de continuer à se former et d'évoluer dans leur carrière, pour permettre aux services de s'adapter aux nouveaux outils et à de nouveaux enjeux, une amélioration du plan de formation est également prévue, tant du point de vue qualitatif que quantitatif. Le nouveau

plan de formation s'adressera aux personnels Biatss mais sera aussi plus ouvert aux enseignant.es-chercheur.es, au-delà de la formation prévue dans le cadre du dispositif d'accueil des nouveaux/nouvelles enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es mis en place à la rentrée 2017. L'université soutiendra enfin davantage les congés de formation afin d'élargir l'accès à des formations diplômantes pour les personnels de l'université.

Le budget ainsi élaboré nous permet la mise en œuvre effective des priorités présentées au printemps lors du débat d'orientations budgétaires, puis dans la lettre de cadrage budgétaire du mois de juin. Il permet à l'établissement de se donner les moyens de mener des projets d'envergure au service de l'ensemble de ses missions et des usager.es. Tout en préservant une situation financière saine, il permet enfin de poursuivre ou d'engager des projets de développement de long terme de l'Université.